



Le Journal de Montréal

Actualités, lundi 3 mars 2025 583 mots, p. 3

Aussi paru dans

3 mars - Le Journal de Québec
2025

LEGAULT ÉTAIT ACCULÉ AU PIED DU MUR

LE PM A PLIÉ SOUS LA PRESSION ET A ANNONCÉ UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE SCANDALE SAAQCLIC

RÉMI NADEAU

Acculé au pied du mur par une série de révélations gênantes tant pour lui que ses ministres, François Legault a plié sous la pression et annoncé une commission d'enquête publique sur le scandale à 1,1 G\$ de SAAQcllic.

Après le dépôt du rapport de la VG sur le lancement chaotique des nouveaux services en ligne de la SAAQ et du dépassement de coût pharaonique de 500 M\$, le premier ministre a d'abord dit que lui et son gouvernement ont été bernés.

La vérificatrice a relevé que tant le conseil d'administration de la SAAQ que les élus s'étaient fait présenter des informations «incomplètes» par la direction numérique de l'organisation, c'est vrai.

Mais son mandat ne lui permettait pas de remonter la piste jusqu'aux ministres impliqués dans le dossier, afin d'exposer qui a été avisé.

Depuis, les médias ont révélé que les ministres Éric Caire et Geneviève Guilbault ainsi que le ministère de François Legault (secrétaire général du conseil exécutif) ont eu des présentations faisant part de tests non effectués à la fin de 2022.

Encore pire pour le PM, le cabinet de la ministre des Transports signale qu'elle a demandé au patron de la SAAQ d'obtenir l'approbation du secrétaire général du conseil exécutif et du ministre du Numérique avant de lancer le déploiement.

Éric Caire, lui, a démissionné.

LA CHALEUR AUGMENTE

La chaleur se rapprochant maintenant de lui, on comprend François Legault d'annoncer un mandat de commission d'enquête.

Il en profitera peut-être pour esquiver la question inévitable.

Est-ce que son secrétaire général et lui ont discuté des risques liés au déploiement de SAAQcllic avant le lancement, le 19 février 2023 ?

«L'enjeu qui reste, c'est celui des responsabilités de chacun dans ce fiasco, aussi bien au niveau administratif que politique », a écrit le premier ministre sur les réseaux sociaux dimanche, ajoutant que les Québécois ont «raison d'être fâchés ».

LES MYSTÈRES À ÉCLAIRCIR

Les questions auxquelles la future commission d'enquête devra répondre sont notamment :

-Pourquoi la firme ayant conseillé la SAAQ dans la définition des besoins a ensuite remporté le contrat pour la fourniture du logiciel? Il y a là une évidente apparence de conflit d'intérêts.

-Comment est-ce possible que les coûts aient explosé, notamment de la «livraison 2 », passés de 97 M\$ à 416 M\$, et que l'argent ait été décaissé sans que le Conseil du trésor ne joue son rôle de pare-feu ?

-Pourquoi le conseil d'administration a-t-il morcelé de nouvelles dépenses supplémentaires de 222 M\$ en pleine campagne électorale de 2022 en tenant compte de «risques politiques et médiatiques» ? Pour protéger qui ? À la demande de qui ?

Cette salade de magouilles et de cachotteries politiques sent extrêmement mauvais.

Dans les derniers jours, la panique est devenue évidente au sein du gouvernement, alors que les langues se délient de plus en plus.

C'est devenu chacun pour soi. Le ministre Éric Caire, à son

arrivée au Parlement jeudi, n'était même pas au courant que sa collègue Sonia LeBel venait d'annuler une nouvelle nomination pour son ex-sous-ministre du Numérique, Pierre E. Rodrigue.

«Si, après ces enquêtes, on doit agir et sanctionner des responsables, on va le faire », promet François Legault.

En plus d'identifier et punir les fautifs, il faut absolument comprendre ce qui s'est passé.

Plus jamais au Québec on ne devrait se laisser passer des sapins coûtant des centaines de millions de dollars et affectant directement les services aux citoyens.